

1- Le marché

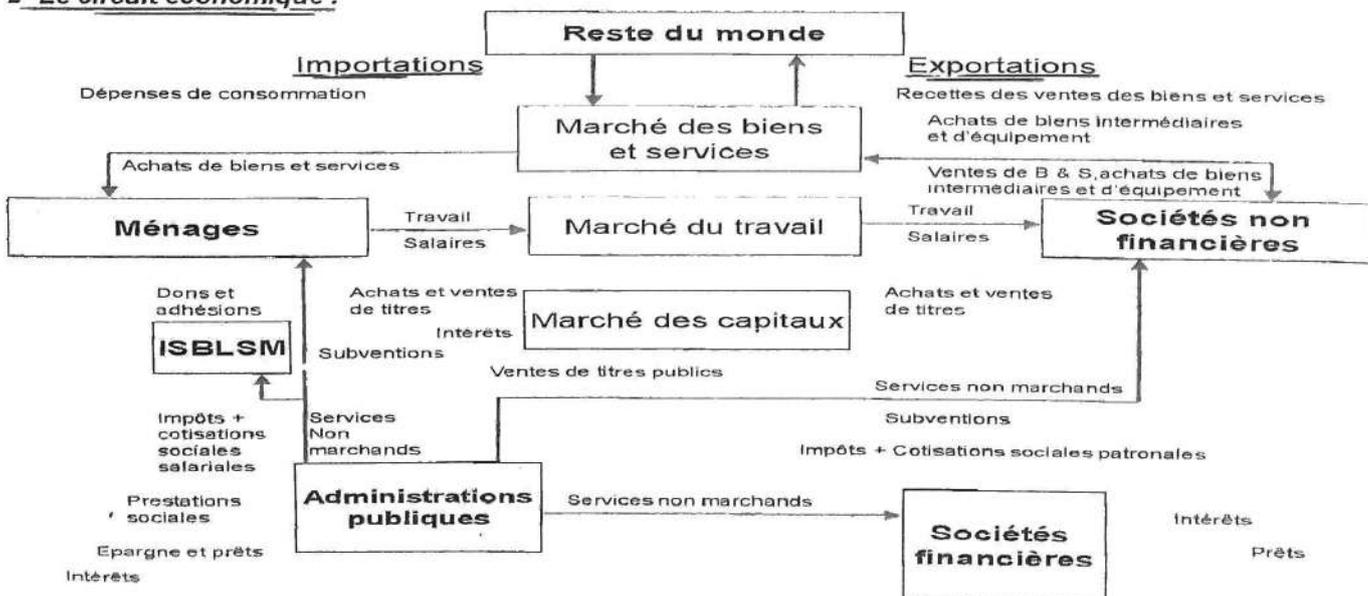
Composantes du marché :

- + L'offre : L'offre représente la quantité de produits que les vendeurs souhaitent vendre à un prix donné.
- + La demande : La demande représente la quantité de produits que les acheteurs sont prêts à acquérir pour un certain prix
- + Le prix : Le prix est l'expression monétaire de la valeur d'échange d'un bien ou d'un service.
- + L'instrument : la monnaie : est l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour régler leurs transactions.

Typologie du marché :

Types de marché	Définition	Objet de l'échange	Le prix
Marché des biens et services	Appelé aussi marché de biens de consommation, constitué de tous les biens et services marchands destinés à la consommation finale ou intermédiaire. <b>Offreur</b> : les E/ses, les institutions financières... <b>Demandeur</b> : Ménages, Etat, E/ses...	Tous les biens et services marchands. Ex : Voitures, Portables, Visite d'un médecin...	Le prix du bien ou service exprimé en unité monétaire. Ex : 150DH pour une consultation.
Marché du travail	<b>Offreurs de travail</b> : sont constitués de personnes en âge de travailler se trouvant en situation de chômage. <b>Demandeurs de travail</b> : constitués principalement des E/ses, de l'Etat et des IF.	La force de travail (physique ou intellectuelle)	- Salaire (pour le secteur privé) - Traitements pour le secteur public)
Marché des capitaux	Le marché des capitaux est un lieu de rencontre des offreurs (à capacité de financement) et des demandeurs (à besoin de financement). <b>Offreurs</b> : les épargnants, Ex : les ménages. <b>Demandeurs</b> : les investisseurs, Ex : les E/ses. Le marché des capitaux se compose de deux marchés : marché monétaire et marché financier.  <i>Le marché financier : où se vendent des titres de créance à long terme (actions, obligation...).</i> <i>Le marché monétaire : où se vendent des titres de créance à court terme (lettre de change). Le marché monétaire est constitué deux compartiments : le marché interbancaire et le marché des titres de créances négociables.</i> <i>Cf la politique monétaire.</i>	Les fonds prêtables, comme les titres financiers (obligation).	Le taux d'intérêt.
Marché des changes	Le marché des changes est un lieu de rencontre des offreurs et des demandeurs en vue de s'échanger des devises. <b>Offreurs</b> : par exemple Bank Al maghrib offrant des Euro pour un touriste marocain ou une entreprise importatrice marocaine. <b>Demandeurs</b> : par exemple un touriste marocain... De manière générale tout agent économique peut être offreurs ou de demandeur sur ce marché.	Toute monnaie étrangère : les devises.	<b>Le Taux de change</b> : c'est le prix d'une monnaie exprimé en une autre monnaie. Ex : 1€ = 11 DH

2- Le circuit économique :



3- Les agrégats de la comptabilité nationale : (actualisés selon les cadres référentiels juin 2014)

**Remarque :**

- Le PIB en volume ou PIB à prix constants est -selon le système de la comptabilité nationale marocaine- le PIB exprimé aux prix de l'année précédente ;
- Selon le système de la comptabilité nationale (Base 1998), la croissance économique annuelle constitue l'évolution en volume du PIB. Son taux correspond à la variation relative entre le PIB de l'année t, exprimé aux prix de l'année t-1, et le PIB de l'année t-1 exprimé aux prix de l'année t-1.

+ **3-1- Agrégats de la production**

**Optique Production :**

- VA aux prix de base = Production – Consommation Intermédiaire = Somme des VA
- PIB = VA aux prix de base + Impôts sur les produits nets de subventions

**Optique Revenu :**

PIB = Somme des rémunérations des facteurs = rémunérations des salariés + excédent brut d'exploitation + revenu mixte brut des entrepreneurs individuels + impôts nets des subventions sur les produits, sur la production et sur les importations

**Optique Demande :**

PIB = CF des ménages + CF des administrations publiques + FBCF + Variation des stocks + Exportations de biens et services – Importations de biens et services

$$PIB = CF + FBCF + VS + X - M$$

Le PIB ainsi obtenu selon les trois optiques est aussi appelé **PIB au prix du marché**

PIB au coût des facteurs  
=  
PIB au prix du marché  
-  
Impôts sur les produits  
+  
Subventions sur les produits

$$\text{Taux de croissance économique} = \frac{PIB_{t1} - PIB_{t0}}{PIB_{t0}} \times 100$$

Il s'agit du **PIB en volume ou PIB à prix constants**

+ **3-2- Agrégat du Revenu**

**Revenu National Brut (RNB) = PIB + Revenus de la propriété nets en provenance de l'étranger**

(Avec : Revenus de la propriété nets en provenance de l'étranger = Revenus de la propriété reçus de l'étranger – Revenus de la propriété versés à l'étranger)

**Revenu National Brut Disponible (RNBD) = RNB + Transferts courants nets en provenance de l'étranger**

(Avec : Transferts courants nets en provenance de l'étranger = Transferts courants reçus de l'étranger - Transferts courants versés à l'étranger)

$$RNBD = Dépenses de CF + Epargne Nationale Brute$$

+ **3-3- Agrégats de la dépense**

Dépense ou Demande Intérieure (DI)

DI = Consommation finale  
+ FBCF

+ Variation des stocks } Investissement  
Demande extérieure (DE) DE = Exportations

Demande globale

$$DG = DI + DE$$

$$D.nette = DCF + FBCF + \text{Variation de stocks} + (X-M)$$

FBCF (Formation Brut du Capital Fixe)

$$FBCF = Investissement - \text{Variation des stocks}$$

Taux d'investissement

$$Tx \text{ d'investissement} = (FBCF / PIB) \times 100$$

+ **3-4- Agrégats de l'épargne**

Epargne Nationale Brute :

$$ENB = RNBD - CFN$$

ENN (Epargne nationale nette)

$$ENN = Epargne nationale brute - Amortissements$$

Taux d'épargne

$$Tx \text{ d'épargne} = (ENB / PIB) \times 100$$

**Quelques ratios économiques :**

- PIB par habitant = PIB / Pop. totale
- RNBD par habitant = RNBD / Pop. totale
- Part des DCF dans le PIB : DCF / PIB ;

- Capacité ou Besoin de financement / PIB.  
(Avec : Capacité ou Besoin de financement = ENB + Transferts nets en capital – (FBCF + Variation de stocks))

**L'équilibre global Ressources-Emplois**

$$\text{Production (PIB) + Importations} = \text{Consommation finale nationale} + \text{FBCF} + \text{Variation des stocks} + \text{Exportations}$$

$$= \text{Demande intérieure} + \text{Demande extérieure}$$

+ **3-5- limites du PIB**

limites méthodologiques	économie parallèle	travail domestique	bien être
-------------------------	--------------------	--------------------	-----------

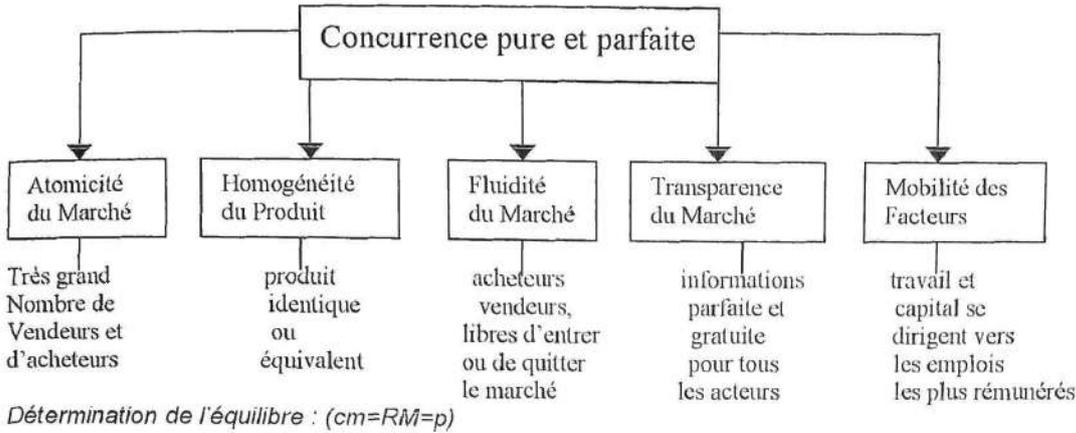
**1- La régulation par le marché**

**1-2- Les régimes de marché**

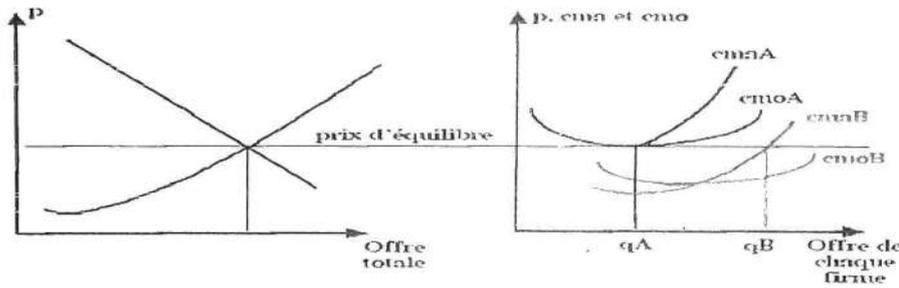
**+ 1-2-1- Les régimes théoriques**

- Le régime de concurrence pure et parfaite (CPP)

L. WALRAS (économiste français 1834-1910) a fait du marché de CPP un modèle théorique d'analyse économique reposant sur *cinq* hypothèses ou conditions :



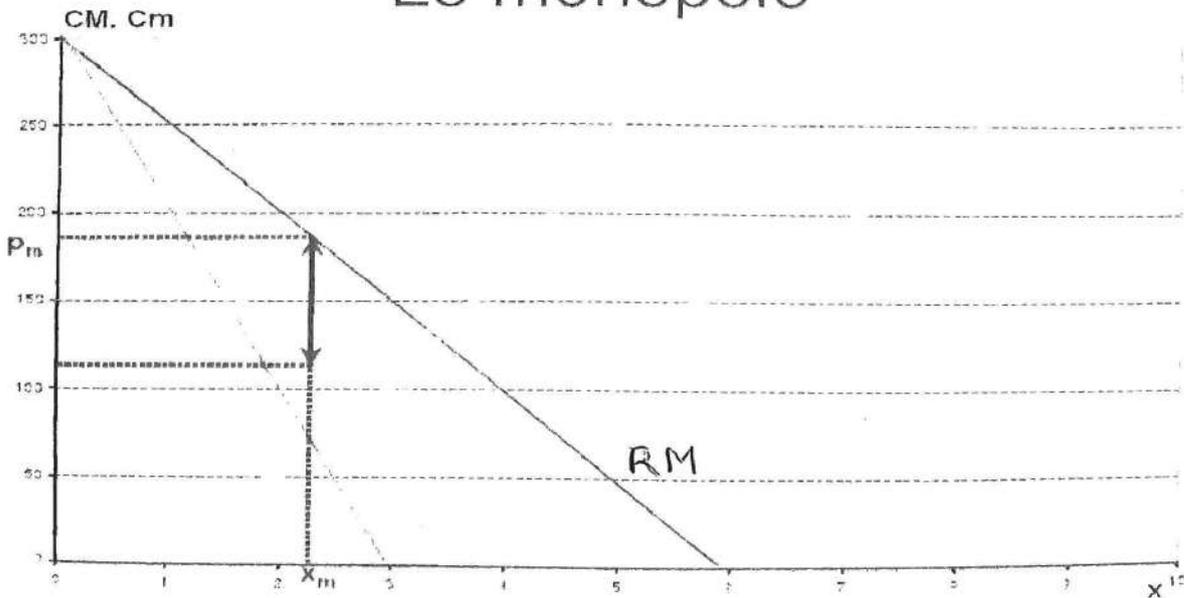
**Marché et entreprise à CT**



- Le régime de monopole (formation du prix) (cm=Rm)

Le monopole désigne une situation dans laquelle un offreur est seul à vendre un produit ou un service donné à une multitude d'acheteurs.

**Le monopole**



\* 1-2-2- Les régimes réels  
- L'oligopole (de paix et de guerre)

Une situation d'oligopole se rencontre lorsqu'il y a un petit nombre d'offres face à de nombreux demandeurs.

**Oligopole de guerre** : caractérisé par une attitude d'antagonisme qui conduit chaque firme à vouloir se tailler la part de lion dans le profit de la branche. Les antagonistes se livrent par conséquent à une guerre de prix.

**Oligopole de paix** : dans ce cas, toute entreprise faisant partie d'un oligopole cherche à éviter une guerre des prix et à s'entendre avec les autres entreprises sur un prix plus élevé et des volumes de vente protégés afin de se partager le marché et d'optimiser leurs profits. De tels ententes ou accords sont généralement illégaux.

- La concurrence monopolistique

Le marché de concurrence monopolistique se caractérise par la combinaison d'éléments appartenant à la concurrence pure et parfaite et au monopole. En régime de concurrence monopolistique, le producteur dispose sur un marché concurrentiel d'un élément de monopole qui lui assure une clientèle.

- Le marché est donc concurrentiel en ce sens qu'il existe un grand nombre d'entreprises et que ce marché n'impose aucune barrière à l'entrée ou à la sortie de concurrents.

- Le marché présente également des caractéristiques du monopole dans la mesure où les produits ne sont pas homogènes et où chaque entreprise propose des produits différents par la qualité, la marque, l'emballage.... Cette différenciation du produit donne au producteur un certain pouvoir de monopole qui lui garantit une clientèle stable.

**2- Les dysfonctionnements du marché**

2-1-Dysfonctionnement sur le marché des biens et services : **Cas de l'inflation**

2-1-1 Mesure de l'inflation

2-1-1-1- Les indices synthétiques

- L'indice Laspeyres

- Des quantités :  $L(q) = (\sum q_1 \times p_0 / \sum q_0 \times p_0) \times 100$

- Des prix :  $L(p) = (\sum p_1 \times q_0 / \sum p_0 \times q_0) \times 100$

- L'indice Paasche :

- Des quantités :  $Pq = \sum p_1 \times q_1 / \sum p_1 \times q_0 \times 100$

- Des prix :  $Pp = \sum p_1 \times q_1 / \sum p_0 \times q_1 \times 100$

2-1-1-2- Instrument de mesure de l'inflation (Maroc)

Tableau récapitulatif de la comparaison entre l'IPC et l'ICV

Caractéristiques	Indice du coût de la vie	Indice des prix à la consommation
Année de base	1989	2006
Champ géographique	11 villes	17 villes
Méthode de calcul	Méthode de laspeyeres en chaîne avec une seule pondération au niveau national ;	Indice de Laspeyeres en chaîne avec pondérations par ville ;
Pondérations de base	1984-1985 actualisées en 1993 et 2002 ;	2001-2002 actualisées sur la base des données de l'enquête niveau de vie 2007 ;
Nombre de produits	385	478
Champ de collecte	Les grandes surfaces ne sont pas prises en compte.	Les grandes surfaces sont prises en compte.

**A Taux d'inflation (en %) à une période (n)=** 
$$\frac{(IPC_n - IPC_{n-1}) \times 100}{IPC_{n-1}}$$

2-1-2- Définitions de l'inflation, désinflation, déflation, stagflation

**L'inflation** : désigne la hausse durable et entretenue du niveau général des prix.

*Inflation*

**Désinflation** : Baisse de l'inflation (baisse du taux qui reste positif)

**Déflation** : Baisse générale et continue du niveau des prix (taux d'inflation négatifs)

**Stagflation** : Le phénomène de la stagflation, contraction des termes stagnation et inflation, est caractérisé par une hausse générale des prix dans un contexte récessionniste, caractérisé par un déclin de la production et une hausse du chômage.

2-1-3- Les causes de l'inflation :

\* **Les causes conjoncturelles** :

- **L'inflation monétaire** : L'inflation apparaît dès qu'il y a un décalage entre la quantité de monnaie en circulation et la quantité de biens et services disponibles.

- **L'inflation par la demande** : Dans ce cas, l'inflation s'explique par le déséquilibre qui résulte de l'excès de la demande par rapport à l'offre.

- L'inflation par les coûts : Il y a inflation par les coûts lorsque la hausse du niveau général des prix résulte de l'augmentation des coûts de production entraînant une augmentation du coût de revient de l'entreprise. Les entreprises répercutent cette hausse du coût sur le prix de vente en vue de préserver la marge de bénéfice.

**\* Les causes structurelles :**

L'inflation structurelle est due à la rigidité des structures économiques et socioculturelles :

- La rigidité de la structure du marché : la formation des prix sur les marchés oligopolistiques ou le monopole se traduit par une rigidité des prix à la baisse. On parle d'inflation patronale.

- Le marché de travail : les modes de formation des salaires dépendent de plus en plus de facteurs sociaux, d'où l'intervention de l'Etat par la fixation d'un seuil de salaire minimum, sans oublier la puissance syndicale dans la négociation salariale. L'inflation est ainsi étroitement liée à la formation des revenus.

- Les structures socioculturelles : la société de consommation impose une vision qui idéalise la consommation.

- L'anticipation des agents économiques :

\* En anticipant une hausse future des prix, les consommateurs augmentent leur demande ce qui crée des tensions inflationnistes.

\* Les entreprises qui craignent une hausse future de leurs coûts la répercutent par avance sur leurs prix.

2-1-4- Les conséquences de l'inflation :

+ **les conséquences économiques** : Il s'agit principalement de :

- La dépréciation de la valeur de la monnaie ;

- La pénalisation de l'épargne financière car l'inflation réduit le taux d'intérêt réel ;

- L'épargne financière est défavorisée au profit des placements en actifs physiques (acquisition des propriétés immobilières) ;

- L'allègement des charges de la dette pour les emprunteurs

- Le déséquilibre de la position extérieure du pays car les exportations en perte de compétitivité-prix sont défavorisées au profit des importations ;

- La réduction des déficits publics car la hausse des prix favorise la hausse des rentrées fiscales.

- L'adoption de politiques économiques de rigueur en vue de limiter la demande des agents économiques ce qui se traduit par une baisse de la croissance et une augmentation du chômage. (Voir chapitre « les politiques économiques »).

+ **Les conséquences sociales** : Les conséquences sociales sont liées à la détérioration du pouvoir d'achat surtout pour les titulaires des revenus fixes et faibles, et par là l'inflation aggrave les inégalités de revenus entre les différentes couches sociales.

2-2- Dysfonctionnement sur le marché du travail : cas du chômage

Chômage

2-2-1- Mesure du chômage :

- Calcul du taux de chômage : Taux de chômage = (population en chômage/population active)\*100

- Approche statistique : par âge, par sexe, milieu de résidence, ...

Pour mieux cerner le chômage, on est amené à étudier ce phénomène selon plusieurs critères tels que l'âge, le sexe ou les diplômes afin mieux comprendre les inégalités face au chômage.

- Le chômage selon le critère du sexe : y a-t-il plus de chômeurs chez les femmes que chez les hommes ?
- Le chômage selon le critère de l'âge : y a-t-il plus de chômage chez les jeunes (15-24 ans) que chez les adultes ?
- Le chômage selon le milieu de résidence : y a-t-il plus de chômage chez les urbains que chez les ruraux ?
- Le chômage selon le diplôme : un individu a-t-il plus de chances de subir le chômage quand il a un niveau d'éducation avancé par rapport à un autre qui est sans instruction ou avec un niveau d'instruction relativement faible ?
- Le chômage selon la durée : la durée moyenne d'exposition au chômage est-elle courte ou longue ?
- Le chômage selon l'expérience professionnelle : les chômeurs sont-ils, dans leur majorité, à la recherche de leur premier emploi ou plutôt des expérimentés ?

2-2-2- Définition :

- Au sens du Haut Commissariat au Plan : « Chômeurs » [ la population active en chômage est constituée de personnes âgées de 15 ans et plus, et qui n'ont pas une activité professionnelle et qui recherchent activement un emploi. ]

- Au sens du BIT (Bureau International du Travail) [ Les chômeurs comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié et qui, au cours de la période de référence, étaient : sans travail, disponible pour travailler et à la recherche d'un travail. ]

2-2-3- Causes du chômage :

\* Le chômage, phénomène complexe :

- Etat de la conjoncture (nationale et internationale) : Le chômage évolue à l'inverse de la croissance.

- Substitution du capital au travail : Le chômage ici résulte du progrès technique qui remplace l'homme par la machine ce qui entraîne une insuffisance et un manque d'offre d'emploi.

- Pression démographique : Une population jeune qui connaît une explosion démographique demande la création d'important poste de travail

- Délocalisations, restructurations industrielles

- Inadéquation formation- emploi

### 2-2-4- Les conséquences du chômage

- + Sur le plan individuel (chômeur) : Une personne qui subit le chômage pour une longue durée souffre :
  - d'une baisse du pouvoir d'achat
  - de la disqualification professionnelle
  - du risque d'un rejet du système économique et politique.
  - du risque d'exclusion sociale

+ Sur le plan socio-économique global : L'aggravation du chômage dans un pays peut entraîner certaines conséquences dramatiques telles que :

- la baisse de la demande nationale, de la production et du taux d'investissement.
- l'aggravation de phénomènes comme la délinquance, l'exclusion et les drames familiaux
- risque d'évolution de la pensée politique vers des formes extrémistes

### 3- Les instruments de l'intervention étatique

#### 3-1- La politique économique :

##### 3-1-1- Notion de politique économique :

La politique économique désigne un ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre certains objectifs (croissance économique, stabilité des prix, lutte contre le chômage...). L'atteinte de ces objectifs se fait grâce à l'utilisation de divers instruments (politique monétaire, politique budgétaire...). Grâce à la politique économique, l'État peut corriger certains déséquilibres de l'activité économique (pour remédier (corriger) aux limites de la régulation par le marché).

Politique économique.

##### 3-1-2- Types de politique économique

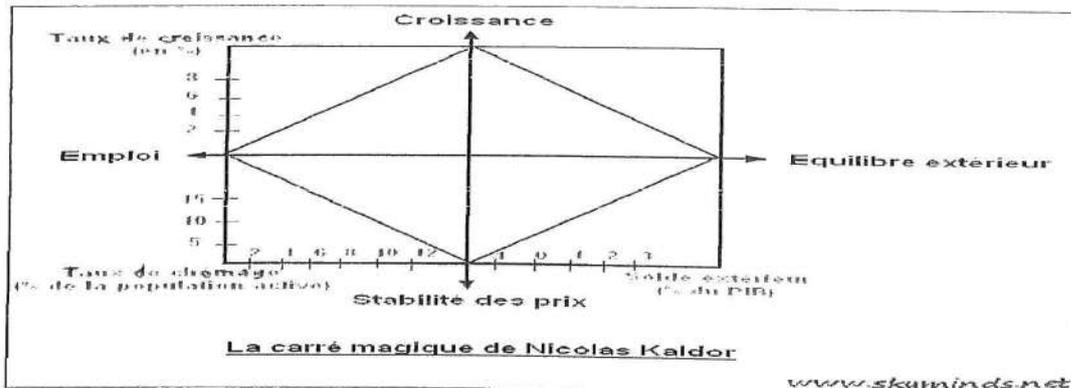
+ **Politique conjoncturelle** : C'est l'ensemble des actions prises par l'État pour agir sur l'activité économique à court terme. Exemples : action sur le chômage, sur la stabilité des prix, sur le plein emploi... Ces actions sont menées grâce à des instruments tels que la politique monétaire, la politique budgétaire... et sont souvent à court-terme (une année) et moins coûteux que les instruments de la politique structurelle

+ **Politique structurelle** : Elle agit sur les composantes fondamentales du système économique. Elle est pluriannuelle (sur plusieurs années) et coûteuse. Elle agit durablement sur les équilibres à long terme. Elle peut viser des objectifs tels que l'autonomie économique (exp : la politique en faveur des énergies renouvelables au Maroc), le renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, L'encouragement de l'investissement étranger... Exemples : politiques industrielle, agricole, énergétique, environnementale...

##### 3-1-3- Les objectifs de la politique économique conjoncturelle (le carré magique)

- ✓ La stabilité des prix : L'État cherche à garantir le pouvoir d'achat en luttant contre l'inflation
- ✓ La croissance économique : évaluée par le taux de croissance du PIB. l'état cherche à promouvoir une croissance économique forte et durable.
- ✓ Le chômage : mesuré par le taux de chômage en % de la population active. Le rôle de l'État est de favoriser la création d'emploi.
- ✓ L'équilibre des comptes extérieurs : mesuré par le solde de la balance des paiements en % du PIB. L'État doit faire face au risque d'augmentation des importations au détriment de la production nationale

NICHOLAS Kaldor :



+ **Limites (ou dilemmes)\* de la politique économique conjoncturelle**: la satisfaction d'un indicateur peut entraîner automatiquement la non-satisfaction d'un autre !!

- L'augmentation du taux de croissance économique peut entraîner une augmentation de la demande interne; ce qui risque de faire augmenter les importations et donc d'aggraver le déficit extérieur.
- La diminution des prix (la désinflation) risque de décourager les producteurs, du coup, réduit la croissance et donc augmente le chômage.
- la baisse du chômage peut faire augmenter les salaires. Du coup, elle peut entraîner une inflation par les coûts

Il existe deux grands types de politiques conjoncturelles :

La politique de relance (Go): d'inspiration keynésienne, elle privilégie les objectifs de stimulation de la croissance et de lutte contre le chômage

La politique de rigueur (Stop) : Elle privilégie quant à elle la lutte contre l'inflation, l'assainissement financier et la réduction du déficit extérieur

Le MASI (Moroccan All Shares Index) : est l'indice général de la Bourse de Casablanca. Il permet de mesurer l'évolution globale de la bourse sur la base d'un volume d'affaires réalisé pendant une période déterminée. Le Masi se calcule chaque jour, à l'issue de chaque séance de cotation.

Le MADEX (Moroccan Most Active Shares Index) : est un indice boursier qui constitue seulement une partie de l'indice Masi. Son calcul consiste à mesurer l'évolution boursière d'une sélection de titres les plus liquides du marché.

### III/ Objectifs et actions de la politique monétaire

#### I/ Notion et fondements théoriques de la politique monétaire

##### 1-1/ Notion de politique monétaire

La politique monétaire se définit comme étant l'action qui utilise le contrôle de la monnaie par la banque centrale comme un instrument de réalisation des objectifs de la politique économique

##### 1-2/ Fondements théoriques

###### 1-2-1/ La théorie quantitative de la monnaie

- Selon cette théorie, qui est au cœur de la pensée classique et néo-classique, une augmentation de la masse monétaire entraîne une inflation.

- l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation ne stimule pas la croissance ou l'emploi (séparation stricte entre sphère monétaire et sphère réelle).

- La politique monétaire n'est pas efficace puisque le contrôle de la monnaie n'a pas d'effet sur l'économie réelle.

###### 1-2-2/ La théorie keynésienne

- Keynes conteste les hypothèses de la théorie quantitative en précisant qu'une augmentation de la masse monétaire peut entraîner un accroissement de l'activité économique : **le contrôle de la monnaie peut donc influencer le niveau de la production et relancer ainsi la croissance et l'emploi.**

- les keynésiens affirment que la monnaie est active et qu'elle peut être utilisée pour améliorer les performances économiques : intégration des sphères monétaires et réelles.

- Quoi qu'il en soit, pour les keynésiens, la politique monétaire doit être conçue comme une politique d'accompagnement de la politique budgétaire dont les effets sont plus importants sur la demande globale et, donc, sur l'ensemble de l'activité économique

#### 2/ Objectifs de la politique monétaire :

Les objectifs de la politique monétaire rejoignent ceux de la politique économique : ce sont les objectifs finaux liés à la croissance, à l'emploi, à la stabilité des prix et à l'équilibre extérieur. Mais la politique monétaire ne peut pas agir directement sur ces variables.

En revanche, elle agit efficacement sur des variables de l'économie qui elles-mêmes influencent les objectifs économique (carré magique).

Ces variables, comme la masse monétaire par exemple, sont appelées des « objectifs intermédiaires ».

Les autorités monétaires se fixent donc des objectifs intermédiaires sur lesquels elles exercent une influence directe.

Quels sont ces objectifs intermédiaires ? Il s'agit de :

- Les objectifs quantitatifs : ces objectifs portent sur l'évolution des agrégats monétaires, c'est-à-dire les différents indicateurs de la masse monétaire en circulation en économie. L'objectif consiste à fixer un taux de croissance raisonnable de la masse monétaire.

- Les objectifs de taux d'intérêt : il s'agit d'orienter les taux d'intérêt vers le niveau souhaitable

\* Des taux d'intérêt élevés lorsque les autorités souhaitent freiner l'activité économique en cas de surchauffe.

\* Des intérêts bas lorsque les autorités cherchent à stimuler l'investissement et la croissance en cas de récession

- Les objectifs de change : ces objectifs ont occupés ces dernières années une place importante.

Il s'agit de chercher à atteindre un certain niveau de taux de change de la monnaie nationale sur le marché des changes.

Faut-il une monnaie forte ou une monnaie faible ? Chaque option a des avantages et des inconvénients.

#### 3/ Actions de la politique monétaire :

##### 3-1/ Actions à objectifs internes :

###### 3-1-1/ La réserve monétaire : (actuellement 4%)

Cet instrument permet à la banque centrale de modifier le niveau des liquidités du système bancaire en modulant le taux de la réserve. S'il y a trop de liquidités, la BAM fait augmenter le taux de la réserve afin de réduire la masse monétaire ; elle fait diminuer ce taux

dans le cas inverse

###### 3-1-2/ L'action par les taux directeurs : (actuellement 3%)

BAM assure le refinancement des banques en harmonie avec l'expansion prévue des crédits dans le cadre de la politique monétaire.

##### Les formules de refinancement :

###### - Les avances aux banques :

\* Les avances de 7 jours (sur appels d'offres)

\* Les nouvelles avances à 24 heures

###### - Les reprises de liquidités :

\* les opérations de reprises de liquidités à 7 jours

\* les facilités de dépôts à 24 heures

###### 3-1-3/ L'Open market :

Ces opérations permettent à BAM d'intervenir sur le marché monétaire, en procédant à des achats ou des ventes de titres (bons de trésor) pour mieux moduler les liquidités bancaires en fonction des objectifs de la politique monétaire et ce, en injectant ou en retirant les liquidités souhaités.

###### 3-1-4/ Les swaps de change :

Ces opérations ont été définies par BAM comme celles qui consistent à acheter ou vendre au comptant du DH contre des devises et, simultanément, le revendre ou le racheter à terme, à une date et à un taux de change prédéterminé.

##### 3-2/ Actions à objectifs externes :

###### Les régimes de change :

###### - Le régime de changes flottants ou flexible :

C'est un régime de change où la valeur de la monnaie nationale varie librement sur le marché des changes en fonction de l'offre et de la demande pour cette monnaie.

### - Le régime de changes fixes :

Dans ce cas, le Taux de change de la monnaie est fixé par l'État qui émet cette monnaie.

On appelle taux de change fixe un Taux de change constant par rapport à un étalon de référence (or, devise, panier de devises).

Au Maroc, l'étalon de référence est constitué d'un panier de devises.

### 3-2-2/ Les actions de la banque centrale :

#### 3-2-2-1/ En situation de change fixe :

##### a- La dévaluation :

###### a-1 Définition :

C'est une décision délibérée des autorités monétaires qui consiste à diminuer la parité de la monnaie nationale.

###### a-2 Les effets de la dévaluation :

➤ Réduction de déficit commercial ou augmentation de l'excédent :

\*Stimuler les exportations :

\*Freiner les importations .

➤ Relancer le tourisme :

Autres effets positifs : stimuler les investissements étrangers, limiter la fuite des capitaux, favoriser les transferts des MRE

En revanche, la dévaluation présente certaines limites :

-Alourdir le coût de la dette extérieure.

-Risque d'inflation : **le cercle vicieux de la dévaluation**

-Difficulté à importer les biens indispensables.

Important : La dévaluation intervient donc pour faire face :

\* Au déficit des échanges (voir chapitre du commerce extérieur) ;

\* A la détérioration des réserves de change

###### a-3 Les conditions de réussite de la dévaluation :

➤ La détermination du taux optimum de dévaluation (en tenant compte des réactions des partenaires) ;

➤ L'élasticité de la demande extérieure par rapport au prix doit être vérifiée ;

➤ Les capacités de production doivent être suffisantes pour faire face à la demande intérieure et extérieure (sinon les importations ne diminueront guère).

➤ La dévaluation doit être accompagnée de mesures anti-inflationnistes.

##### b- La réévaluation :

###### b-1 Définition :

En régime de change fixe, il s'agit de l'augmentation officielle de la valeur de la monnaie nationale par rapport à l'étalon de référence (or, devise ou panier de devises)

###### b-2 Les effets de la réévaluation :

➤ Lutter contre l'inflation :

- la baisse des prix des matières importées entraîne une baisse des coûts de production ;

- l'augmentation des prix des exportations entraînera une augmentation de l'offre intérieure ;

➤ Réduire l'excédent commercial : le renchérissement de la monnaie nationale provoque une baisse des prix des importations et la hausse des prix des exportations. Les importations vont augmenter en volume et les exportations vont diminuer en volume d'où réduction de l'excédent commercial ou apparition de déficit

➤ Alléger le service de la dette ;

➤ Accélération de la fuite des capitaux.

###### 3-2-2-2/ En situation de change flottant :

Le cours de la monnaie fluctue au gré de l'offre et de la demande sur le marché des changes.

Lorsque Offre > demande, il y a dépréciation du taux de change de la monnaie nationale

Lorsque Offre < demande, il y a d'appréciation du taux de change de la monnaie nationale

**Toutefois, il faut noter qu'en réalité il n'existe pas de système de flottage « pur » des monnaies dans la mesure où les banques centrales interviennent souvent sur le marché des changes afin d'éviter de trop fortes fluctuations de leurs monnaies :**

- En cas de dépréciation : la banque centrale intervient sur le marché en achetant sa propre monnaie.

- En cas d'appréciation : la banque centrale intervient en vendant sa monnaie nationale.

### La politique budgétaire

#### I/ Evolution de la conception du budget :

La notion de budget a évolué dans le temps ; on distingue principalement entre deux conceptions :

##### A/ La conception libérale :

➤ Au XIXe siècle, la domination de la philosophie libérale recommandait la neutralité des finances publiques.

➤ Le budget ne devait pas avoir d'effets économiques perturbateurs des « équilibres naturels ».

➤ Pour les économistes classiques, l'équilibre budgétaire doit être la règle de la politique économique.

Dans une telle analyse, le budget signifie un simple document administratif et comptable par lequel sont prévues et autorisées les ressources et les dépenses annuelles de l'Etat.

##### B/ La conception keynésienne :

➤ A partir de la crise de 1929, les autorités économiques ont commencé à considérer le budget, ses dépenses et ses recettes, comme un instrument de politique économique ;

➤ Le budget de l'Etat peut donc être utilisé dans le cadre d'une politique de régulation de la conjoncture susceptible d'influencer la demande des agents économiques ;

➤ L'augmentation des dépenses publiques engendre une augmentation plus importante des richesses (effet multiplicateur\*).

### IV/ Composition de la loi des finances :

La loi de finances porte sur 3 catégories de finances de l'Etat :

#### Le budget général de l'Etat

- Les services de l'Etat gérés de manière autonomes (SEGMA)

- Les comptes spéciaux du trésor (CST)

### III/ La structure du budget :

La structure du budget	
Structure des recettes	Structure des dépenses
<p><b>a/ Les recettes ordinaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les <b>recettes fiscales</b> : elles représentent ...% du total des recettes ; Ce sont les recettes que l'Etat collecte à travers les différentes formules d'imposition des agents économiques ; il s'agit principalement de l'IR, l'IS, la TVA, les droits de douanes et les différents droits et timbres collectés.</li> <li>Les <b>recettes non fiscales</b> : il s'agit principalement de :           <ul style="list-style-type: none"> <li>* <b>Les recettes du domaine</b> : Ce sont les recettes que l'Etat tire de ses propriétés comme les plages, les forêts, immeubles ... ;</li> <li>* <b>Les recettes de monopoles</b> : Ce sont les recettes que l'Etat tire de ses monopoles et ses participations dans les entreprises (BAM, l'OCF, CDG, Maroc-Télécom...).</li> <li>* <b>Les produits de cession des participations de l'Etat</b> : ce sont les recettes de privatisation.</li> </ul> </li> <li>Les <b>recettes exceptionnelles ou d'emprunt</b> : il s'agit des prévisions de recettes au titre des emprunts intérieurs et extérieurs.</li> </ul>	<p><b>a/ Les dépenses ordinaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les <b>dépenses de fonctionnement</b> : ce sont des dépenses permettant d'assurer le fonctionnement des administrations publiques ;           <ul style="list-style-type: none"> <li>* <b>Les dépenses de personnel</b> : ce sont les traitements des fonctionnaires ;</li> <li>* <b>Les dépenses de matériel</b> : ce sont les dépenses consacrés à l'achat de matériel pour équiper les administrations ;</li> <li>* <b>Les charges communes</b> : destinés essentiellement à couvrir les charges de compensation des prix des denrées de base et l'apurement des arriérés de compensation des prix des produits pétroliers et à financer la contribution patronale de l'Etat à la Caisse Marocaine des Retraites</li> </ul> <b>Remarque</b> : les dépenses de fonctionnement prévoient une rubrique pour les « dépenses imprévues ».         </li> <li>Les <b>dépenses de la dette</b> : Les crédits inscrits comprennent le remboursement du capital ainsi que le règlement des intérêts et commissions.</li> </ul> <p><b>b/ Les dépenses d'investissement</b> : elles permettent de financer les projets de l'Etat en vue d'accroître le patrimoine économique du pays. (barrages, autoroutes, ports...).</p>
$\checkmark SO = RO - DO \quad \text{et} \quad SB = RB - DB$	

### Δ III/ Actions de la politique budgétaire :

<b>Conjoncture</b>	Une situation de récession économique marquée par une croissance faible et un chômage élevé	Une situation de surchauffe marquée par une inflation et un déficit extérieur important.
<b>Objetifs</b>	L'ETAT mène une politique budgétaire de relance pour soutenir l'activité économique : <b>Politique du GO</b>	L'Etat mène une politique budgétaire de rigueur visant à stabiliser l'activité économique : <b>Politique du STOP</b>
<b>Actions</b>	<p>* <b>Les recettes : baisse de la pression fiscale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Effet sur les ménages : la baisse du prélèvement fiscal entraîne une amélioration du pouvoir d'achat, donc une stimulation de la demande : relance économique.</li> <li>- Effet sur les entreprises : la diminution de l'imposition des entreprises leur permet d'améliorer l'autofinancement, donc stimuler l'investissement et, partant, la production et l'emploi.</li> </ul> <p>* <b>Les dépenses :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter les investissements, au prix même d'un déficit, pour relancer la production et l'emploi</li> <li>- Augmenter les traitements des fonctionnaires en vue de stimuler la demande et, partant, la relance économique.</li> </ul> <p><b>Remarque</b> : si en conséquence de cette politique de relance, le déficit budgétaire augmente, alors celui-ci sera absorbé par les richesses nouvelles produites.</p>	<p>* <b>Les recettes : augmentation de la pression fiscale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Effet sur les ménages : la hausse du prélèvement fiscal réduit le pouvoir d'achat et donc permet de diminuer la demande.</li> <li>- Effet sur les entreprises : l'augmentation de l'imposition oblige les entreprises à réduire les investissements et donc permet de diminuer la demande.</li> </ul> <p>* <b>Les dépenses :</b></p> <p>La stabilisation des dépenses, voire des baisses en vue de réduire la demande effective.</p>
<b>Conséquences</b>	Déficit budgétaire (dépenses > recettes) qui sera résorbé avec les effets de la relance économique (entrées futures de recettes fiscales importantes).	Les dépenses diminuent, les ressources augmentent : apparition d'un <b>excédent budgétaire</b> qui sera équilibré par la suite.
<b>Les limites</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'inflation</li> <li>- la contrainte extérieure</li> <li>- l'effet boule de neige</li> <li>- l'effet d'éviction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le ralentissement de la croissance économique</li> <li>- le chômage</li> <li>- la pression fiscale <math>PF = (RF / PIB) * 100</math></li> </ul>

### Δ IV/ Les limites de la politique budgétaire de relance:

La politique budgétaire est l'objet de trois grandes critiques :

➤ **La contrainte extérieure** : cette contrainte est liée à l'ouverture des économies ; en effet, une politique de relance économique fondée sur un déficit budgétaire risque de favoriser les entreprises étrangères ce qui peut aggraver le déficit des échanges.

➤ **L'effet d'éviction** : c'est un phénomène qui conduit l'activité publique à supplanter celle du secteur privé ; en effet, dans le cas d'un déficit budgétaire, le recours à l'emprunt provoque un déplacement des ressources d'épargne disponibles vers le secteur public au détriment des agents économiques. Résultat : hausse des taux d'intérêt et partant un ralentissement de l'activité économique.

➤ **L'effet boule de neige** : il s'agit d'un cercle vicieux engendré par le problème de la dette ; en effet, une dette importante implique des versements d'intérêts considérables aux créanciers ; le poids de ces intérêts, qui sont une charge, c'est-à-dire une dépense du budget, aggrave le déficit et conduit à un nouvel endettement public, etc...

## Partie III : Les échanges extérieurs

### I/ Fondements théoriques, mesure et analyse des échanges extérieurs :

#### Le protectionnisme :

**Notion :** Une doctrine économique fondée sur l'application de mesures destinées à limiter l'accès des biens, des services et des capitaux étrangers au territoire national.

#### Les formes du protectionnisme :

Il s'agit de distinguer entre :

✓ Le protectionnisme tarifaire : l'instrument privilégié est le droit de douane\* ayant comme objectif de limiter ou de réduire les importations.

\* : impôt prélevé sur une marchandise importée lors de son passage à la frontière.

✓ Le protectionnisme non tarifaire :

⊗ Les contingentements : fixer des quotas sur les importations.

⊗ Les prohibitions : interdire d'importer des marchandises.

✓ Le protectionnisme gris ou administratif : Imposer des normes de qualité, de sécurité et d'hygiène aux produits importés.

**Remarque :** ces formes s'inscrivent dans le cadre d'un protectionnisme défensif qui vise avant tout de protéger les entreprises nationales de la concurrence étrangère.

✓ Le protectionnisme monétaire : une dévaluation de la monnaie pour vendre davantage à l'extérieur et freiner les importations devenues plus coûteuses.

**Remarque :** cette forme s'inscrit dans le cadre d'un protectionnisme offensif agissant sur la promotion des exportations.

#### L'appréciation du protectionnisme

L'application du protectionnisme permet de :

↳ Protéger les industries naissantes de la concurrence étrangère ;

↳ Augmenter les recettes fiscales par le biais des droits de douane ;

↳ Satisfaire aux préoccupations sociales dont principalement la sécurité des travailleurs ;

↳ Le protectionnisme est une meilleure arme contre le dumping\*

\* : ventes à perte, c'est-à-dire à un prix inférieur au coût de production.

Par ailleurs, les inconvénients du protectionnisme sont nombreux :

- Les mesures de représailles des pays étrangers peuvent entraîner l'isolement de l'économie ;

- La perte de compétitivité des entreprises trop protégées ;

- L'augmentation des tarifs douaniers engendre la hausse des prix ;

- Les retards dans l'intégration des progrès techniques.

#### o Le libre échange

**Notion :** Il correspond à une doctrine économique qui préconise la liberté du commerce entre les nations et la suppression de toutes les entraves aux échanges (droits de douane, contingentements...).

#### Appréciation

On peut avancer en faveur du libre échange les avantages suivants :

- Perspectives de développement des exportations.

- Amélioration de la compétitivité des entreprises nationales (qualité meilleure, innovation) ;

- Baisse des coûts de production et donc des prix ;

- Croissance des entreprises (développement des FMN) ;

- Transfert des technologies ;

- Efficacité économique en raison de la spécialisation ;

**Cependant, certaines limites doivent être retenues :**

- La fragilité et la dépendance de l'économie engendrée par la spécialisation ;

- La Domination des FMN sur le tissu économique des pays sous développés ;

- Le libre échange bénéficie davantage aux pays développés ;

- La baisse des coûts de production et donc des prix peut engendrer un ralentissement de l'activité économique.

**A lire aussi :** Penser que les pays sont ou protectionnistes ou libre-échangistes, est difficile à vérifier. En effet, la plupart du temps, les pays sont les deux à la fois :

- Protectionnistes pour certains produits, libre-échangistes pour d'autres ;

- Libre-échangistes officiellement et protectionnistes en réalité.

A l'heure actuelle, aucun pays n'est totalement libre-échangiste et bien peu sont complètement protectionnistes

### Δ II/ Mesure et analyse des échanges extérieurs :

#### Principes de construction :

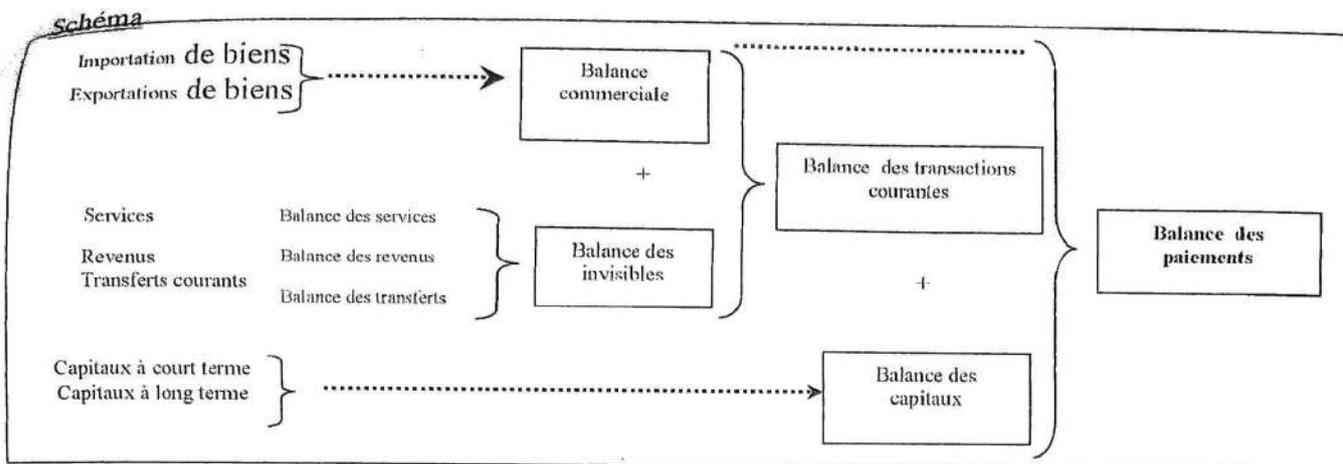
➤ La balance des paiements est élaborée selon le principe de la partie double :

- C'est un compte où l'on enregistre en même temps deux opérations dont l'un est la contrepartie de l'autre :

- Ainsi, par application des règles de la comptabilité en partie double, on dispose d'un compte équilibré.

➤ L'enregistrement comptable des échanges se fait ainsi :

Au crédit (Signe +)	Au débit (signe -)
Les flux générateurs d'entrées de devises (...les exportations...)	Les flux générateurs de sorties de devises (...les importations...)



**Remarque :**

- Par la comptabilisation en partie double, une balance de paiement est globalement équilibrée.
- Dans une balance des paiements, on relève 3 types de flux : flux réels, flux financiers, flux monétaires

**Signification économique des soldes extérieurs :**

- la balance des transactions courantes recense toutes les opérations définitives d'un pays, c'est-à-dire les opérations qui ne sont pas suivies, ultérieurement, d'un flux en sens inverse (à la différence des mouvements de capitaux) ;
- le solde des transactions courantes est l'un des résultats le plus important pour une économie :

**Les « Indicateurs descriptifs » : solde commercial, taux de couverture**

- **Solde commercial** = Exportations (FOB) – Importations (CAF)

- **Taux de couverture** = (Exportations (FOB)/Importations (CAF))\*100

Trois situations peuvent être envisagées :

Solde commercial		Taux de couverture		état de la balance commerciale
Valeur	Signification	Valeur	Signification	
SC = 0	Solde nul	TC = 100	Les exportations couvrent exactement les importations	Balance équilibrée
SC > 0	Excédent	TC > 100	Les exportations couvrent largement les importations	Balance excédentaire
SC < 0	Déficit	TC < 100	Les exportations ne couvrent qu'une partie des importations	Balance déficitaire

**Les indicateurs analytiques : les termes de l'échange**

C'est l'indicateur qui permet d'apprécier l'avantage qu'une économie donnée retire de ses relations commerciales avec l'extérieur.

On distingue termes de l'échange réels et termes de l'échange net.

$$\text{Termes de l'échange réels} = \text{prix de la tonne exportée} / \text{prix de la tonne importée} \times 100$$

**Signification :**

- \* si les termes de l'échange réels sont inférieurs à 100%, cela signifie qu'on vend à l'étranger moins cher qu'on ne lui achète : les termes de l'échange sont donc **défavorables** ;
- \* si les termes de l'échange sont supérieurs à 100 %, cela signifie qu'on vend à l'étranger plus cher qu'on ne lui achète : les termes de l'échange sont donc **favorables**
- \* si les termes de l'échange sont égaux à 100, ceci signifie qu'il y a échange **égal**.

$$\text{Termes de l'échange nets} = \text{indice du prix de la tonne exportée} / \text{indice du prix de la tonne importée} \times 100$$

**Signification :**

- \* Si les termes de l'échange nets sont supérieurs à 100 %, cela signifie qu'il y a tendance à vendre à l'étranger plus cher qu'on ne lui achète : il y a **Amélioration** des termes de l'échange.
- \* Si les termes de l'échange nets sont inférieurs à 100 %, cela signifie qu'il y a tendance à vendre à l'étranger moins cher qu'on ne lui achète : il y a **Détérioration** des termes de l'échange.
- \* Si les termes de l'échange nets sont égaux à 100 %, cela signifie qu'il y a tendance à vendre à l'étranger au même prix auquel on lui achète : il y a **Stabilisation** des termes de l'échange.

**Résumé :**

Mesure	Signification	
	T.E.R	T.E.N
> 100	Favorables	Amélioration
< 100	Défavorables	Détérioration
= 100	Egal	stabilisation